

CNFMCH

Agrément des organismes de formation

- Ø Mme BOCHET
- Ø Mme GARRET-GLOANEC
- Ø Mme HUICHARD
- Ø M. SADO
- Ø M. ROULEAU
- Ø M. DEBRU
- Ø M. BARRIER
- Ø M. PELLAT
- Ø M. CABARET
- Ø M. DESTEE
- Ø M. FRUTOSO

Rappel

"Décret n° 2003-1077 du 14 novembre 2003 relatif aux conseils nationaux et au comité de coordination de la formation médicale continue
Article 4

I. - Après avis de l'Agence nationale d'accréditation et d'évaluation en santé, les conseils agréent pour cinq ans les organismes aptes à effectuer les procédures d'évaluation mentionnées à l'article L. 4133-1 qui en font la demande. L'agrément est délivré sur la base d'un cahier des charges, élaboré par chacun des conseils et précisant les conditions à remplir. Le cahier des charges prend en compte les critères suivants :

- qualité des procédures d'évaluation ;
- transparence des financements ;
- engagement relatif à l'absence de promotion en faveur d'un produit de santé ;
- acceptation du principe d'une évaluation externe du fonctionnement de l'organisme et de la qualité des procédures d'évaluation.

II. - L'agrément de l'organisme qui effectue des évaluations est renouvelable, à la demande de l'organisme et selon les mêmes critères. Le renouvellement est subordonné à la transmission annuelle au conseil national compétent d'un rapport dressant un bilan de l'activité d'évaluation et de l'équilibre financier de l'organisme agréé. Ce bilan comporte notamment des indications sur le nombre d'évaluations réalisées et sur les résultats de ces évaluations.

III. - L'agrément peut être retiré ou suspendu par le conseil lorsque l'organisme cesse de satisfaire aux conditions prévues par le présent article ou n'a pas transmis le bilan mentionné ci-dessus. Lorsque le conseil envisage de suspendre ou de retirer l'agrément, il informe l'organisme de son intention par lettre recommandée avec accusé de réception en indiquant les motifs de la décision envisagée. L'organisme dispose d'un délai d'un mois à compter de la date à laquelle il a été informé pour présenter ses observations.

La suspension ou le retrait de l'agrément fait l'objet d'une notification qui est adressée à

l'organisme par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

IV. - Les conseils transmettent au comité de coordination la liste des organismes agréés pour mettre en oeuvre les procédures d'évaluation."

DOSSIER DE DEMANDE D'AGREMENT DES ORGANISMES DE FORMATION

Préambule

La demande d'agrément relève d'une démarche de qualité, elle correspond à un engagement d'amélioration continue de la qualité comportant une acceptation d'évaluation externe.

Tout organisme demandant un agrément aura, au préalable, reçu l'aval légal exigé pour les organismes de formation et en particulier un numéro de formation avec déclaration à la préfecture.

Pour entrer dans cette démarche qualité, l'organisme aura à remplir le cahier des charges et s'engagera à respecter les termes de la Charte qui y figure.

Modalité d'examen des dossiers.

Tout dossier rempli par un organisme et déposé auprès du CNFMC est étudié par deux rapporteurs, membres du conseil, n'ayant aucun conflit d'intérêt avec l'organisme en question. Le dossier est présenté en séance plénière par les rapporteurs, il est validé s'il y a concordance de vue entre les deux rapporteurs sinon il est mis au vote à la majorité.

L'agrément peut être donné sous forme d'une réponse de garantie totale ou partielle à un engagement dans la procédure de qualité. Si la garantie est partielle les réserves sont explicitées avec demande d'amélioration de certains points. Si la garantie n'est pas reconnue l'agrément est refusé et argumenté, elle ne permet pas de représentation du dossier avant un an.

Dossier d'agrément

- 1- L'organisme fournit les preuves de reconnaissance de son activité d'organisme de formation, déclaration d'activité et numéro d'enregistrement ou récépissé de dépôt de la demande.
- 2- L'organisme de formation a des procédures internes permettant d'assurer la qualité scientifique et pédagogique des formations :
 - une structure de type conseil scientifique ou pédagogique avec sa composition,
 - un fonctionnement régulier
 - un bilan
 - une déclaration de conflit d'intérêt des membres responsables.
- 3- Pour assurer ces formations, l'organisme prend en compte les orientations suivantes données par le conseil national :
 - Les besoins de formation du public cible ont été analysés en tenant compte de la nécessaire actualisation des compétences des professionnels concernés et des besoins de la population qui est prise en charge dans ce cadre.
 - Comment les besoins de formation sont-ils identifiés ?

- Comment la population concernée par la prise en charge est définie ?
- Les objectifs de formation définis a priori sont en adéquation avec l'analyse des besoins et tiennent compte d'une utilisation optimale des moyens.
 - Comment les objectifs sont –ils formulés ?
 - Sont-ils en concordance avec les besoins ?
 - Sont-ils communiqués aux intervenants ?
 - Aux participants ?
 - Sont-ils sont facilement évaluables.
- Les méthodes et les moyens pédagogiques sont définis en adéquation avec les objectifs prédéfinis.
 - Quelles sont les méthodes utilisées ? Description des choix
 - Comment procédez-vous au choix des formateurs ?
 - Comment procédez-vous à l'évaluation de leur formation ?
- Un système d'évaluation de l'atteinte des objectifs de formation a été mis en place.
 - Quelles sont vos procédures d'évaluation ?
 - Les résultats sont–ils régulièrement analysés ?
 - En tirez-vous des conséquences pour les formations ultérieures ?
- La structure propose la valeur du crédit correspondant à la formation.
 - Ce crédit tient compte du barème établi par le CNFMCH

4- La transparence des financements.

Ce point nécessite une différenciation entre le financeur (total ou partiel) et le maître d'œuvre (l'organisation professionnelle ou l'association scientifique par exemple).

Le financeur respecte des principes d'indépendance du maître d'œuvre. Il s'engage par délégation de ne pas intervenir dans les choix du maître d'œuvre. L'indépendance porte sur le choix des thèmes (respectant les critères de qualité précités), la population cible, le choix des intervenants (avec déclaration des conflits d'intérêt), l'évaluation. Le bilan financier est transmis.

5- L'organisme s'engage à l'absence de toute promotion en faveur d'un produit de santé et à l'utilisation de la dénomination commune des médicaments.

6- L'organisme accepte le principe d'une évaluation externe (modalité d'audit).

CHARTRE

Toute organisation professionnelle dans le champ de la Formation Médicale Continue doit s'engager dans une démarche qualité.

Au sein de chaque organisme il existe au moins une structure garante de la cohérence des dimensions scientifique, pédagogique et technique qui assure l'éthique des formations utilisant tous les moyens pédagogiques pour y parvenir dont l'information. Les travaux de cette structure sont explicités par des écrits et par des justificatifs.

Pour la planification des programmes de FMC l'organisation respecte les procédures suivantes :

1°- Analyser les besoins de formation des professionnels de santé concernés en tenant compte de l'actualisation des compétences et des besoins de la population qui est prise en charge.

2°- Définir a priori des objectifs de formation correspondant, autant que nécessaire, à l'analyse des besoins et considérant les notions d'économie de santé.

3°- Développer des méthodes et moyens pédagogiques en adéquation avec les objectifs prédéfinis.

4°- Mettre en place un système d'évaluation de l'atteinte des objectifs prédéfinis.

Il s'agit pour cette structure de proposer la valeur du crédit correspondant à cette formation.

Les étapes ainsi décrites pour chaque activité reconnue comme une session de formation ont un fondement scientifique ; elles évitent toute promotion commerciale, tout dogmatisme et tout prosélytisme.